

Le gymnase de Cachan entièrement évacué, ses accès condamnés

LEMONDE.FR avec AFP | 12.10.06 | 07h15 • Mis à jour le 12.10.06 | 07h48

L'évacuation du gymnase de Cachan, engagée samedi 7 octobre, s'est achevée mercredi soir 11 octobre, avec le départ de la cinquantaine d'ex-squatteurs qui y étaient encore retranchés, faute pour la majorité d'entre eux d'avoir été inclus dans un accord signé samedi.

"La libération du gymnase vient d'être effectuée. Il n'y a plus d'occupants sur le site", a déclaré le député-maire (PS) de Cachan, Jean-Yves Le Bouillonnet, peu après 22 h 30. Il s'est félicité d'être parvenu à *"l'objectif d'une évacuation sans violence"* de la salle mise à la disposition des ex-squatteurs le 18 août, au lendemain de leur expulsion par la police du bâtiment du Crous qu'ils occupaient depuis plus de trois ans.

Quelques minutes plus tôt, un autocar transportant une vingtaine d'adultes et enfants avait quitté les lieux pour un hôtel à Roissy-en-France, où ces personnes seront hébergées pendant huit jours avant d'être relogées provisoirement porte de Châtillon. Elles *"bénéficient du protocole d'accord les plaçant sous la protection de France Terre d'Asile"*, a précisé M. Le Bouillonnet.

Un premier car transportant 14 personnes à destination de Gargenville et Porcheville (Yvelines) avait quitté Cachan vers 20 heures. Son départ avait été entouré de moments de tension, des ex-squatteurs, massés aux alentours, criant à *"l'arnaque"* et critiquant l'association France Terre d'Asile.

La dernière porte d'accès au gymnase a été soudée dans la nuit par les services de la ville après le départ des derniers occupants.

"On a pu se tromper, on a pu faire fausse route (...), mais on a maintenu un lien de confiance" qui a permis d'aboutir à ce résultat, a souligné M. Le Bouillonnet, qui a parlementé plusieurs heures avec les derniers occupants du gymnase pour les convaincre d'accepter les hébergements proposés.

"SÉCURISER LE DISPOSITIF"

Pierre Henry, directeur général de France Terre d'Asile, a regretté, de son côté, que l'on *"ait perdu beaucoup de temps sur l'évacuation"*. *"Il faut maintenant sécuriser le dispositif pour les personnes en situation irrégulière. C'est une étape importante à laquelle nous nous attelons dès demain [jeudi]"*, a-t-il ajouté.

L'évacuation définitive du gymnase Belle-Image avait été initialement annoncée pour mardi soir. Mais une cinquantaine de personnes -- 23 célibataires et 13 couples, ainsi que sept enfants, selon M. Le Bouillonnet -- avaient encore passé la nuit de mardi à mercredi dans la salle. La majorité d'entre eux ne figuraient pas sur la liste de 370 personnes annexée au protocole d'accord portant sur le relogement temporaire des expulsés et le réexamen au cas par cas des dossiers des sans-papiers.

Le directeur général de France Terre d'Asile, qui a œuvré avec la Licra et SOS-Racisme, mandatés comme médiateurs, à dénouer la crise du gymnase, a déclaré, mercredi soir, que les présidents de la Licra, Patrick Gaubert, de SOS-Racisme, Dominique Sopo, et lui-même avaient *"fait le nécessaire pour trouver une solution"*. Les trois associations avaient présenté au ministère de l'intérieur une demande pour que les personnes restant dans le gymnase fassent l'objet d'un additif au protocole signé dans la nuit de vendredi à samedi.

L'évacuation du gymnase met un terme à près de deux mois de tractations autour du sort des anciens occupants du bâtiment F du Crous, marqués par une grève de la faim de quarante-cinq jours de six d'entre eux.